



ARRETE PERMANENT
PORTANT RESTRICTION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
SUR LA VOIE PUBLIQUE POUR LE COMPTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS
ENTREPRISE UNION TRAVAUX

DIRECTION DE L'ESPACE PUBLIC
ET DES MOYENS TECHNIQUES
ST/OW/ASC/GG/ABA/FB
Arrêté N° R 2022.497

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2521-2, L 2122-21 et L 2213-1 à L 2213-6,

Vu le code de la voirie routière,

Vu le code de la route,

Vu la loi modifiée n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et, relative aux nouvelles conditions d'exercice du contrôle de légalité des actes administratifs,

Vu le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, huitième partie, la signalisation temporaire,

Vu le courrier du préfet de la Seine-Saint-Denis en date du 21 novembre 2022 portant acceptation de la démission du mandat de maire de Olivier KLEIN,

Considérant la demande de l'entreprise Union travaux, 241-246 route principale du Port 92637 Gennevilliers cedex, pour le compte du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, service territorial sud 7-9, rue du 8 mai 1945 93190 Livry-Gargan, relative au contrat d'entretien annuel de la voirie sur toutes les voies départementales de la ville de Clichy-sous-bois,

Considérant que pour permettre la réalisation de ces travaux il est nécessaire de prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des usagers,

ARRETE

Article 1 : L'entreprise Union travaux est autorisée à entreprendre les travaux précités, sur toutes les voies départementales de la ville de Clichy-sous-bois, du 01 janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Article 2 : La circulation des véhicules s'effectuera par demi-chaussée et sera réglée en alternat manuel ou en alternat par feux, si l'emprise du chantier sur la voirie ne permet pas le croisement de deux véhicules. Les rues dans lesquelles les travaux ne pourront être exécutés en toute sécurité, seront ponctuellement fermées à la circulation.

- Article 3 : La vitesse de tous les véhicules sera temporairement limitée à 30 km par heure au droit des travaux.
- Article 4 : Suivant l'article R.417-10 du code de la route, le stationnement sera interdit à tous véhicules hormis les véhicules et matériels de chantier et selon l'avancement des travaux, dans le périmètre de la zone en chantier et ses abords. Sauf dans le cas d'une réparation et/ou intervention en urgence, l'entreprise est tenue de prévenir au moins 7 jours à l'avance de l'interdiction de stationner par affichage du présent arrêté et panneaux de police réglementaires, sur site.
- Article 5 : L'entreprise chargée des travaux, devra mettre en place la signalisation temporaire de travaux et de déviation, en amont et en aval du site en travaux. Celle-ci devra être maintenue en place pendant toute la durée de l'opération.
- Article 6 : L'entreprise devra afficher le présent arrêté de part et d'autre du chantier et devra assurer une circulation sécurisée des piétons, soit par un cheminement balisé aménagé, soit par une déviation sur le trottoir posé aux travaux, soit par un homme trafic.
- Article 7 : Les matériels et les matériaux devront être stockés dans les emprises de chantier. Des barrières protégeront les emprises de chantier et un balisage sera installé autour de la fouille.
L'entreprise devra respecter le règlement de voirie de la commune pour le remblaiement, le compactage et une mise en état à l'identique pour toute la structure du corps de l'emprise.
- Article 8 : Le stockage de matériaux et matériels sont interdits sur l'espace vert sauf autorisation ponctuelle suivie d'un décompactage et d'un rehaussement.
- Article 9 : L'accès aux propriétés devra être maintenu pendant toute la durée du chantier, aux riverains, aux véhicules de services et de secours.
- Article 10 : Les pétitionnaires sont responsables tant vis-à-vis de la Ville de Clichy-sous-bois, que vis-à-vis des tiers, des accidents ou dommages qui pourraient résulter de ces travaux. Les dégâts éventuels causés au domaine public seront réparés aux frais des pétitionnaires. Faute de ne pas exécuter ces réparations, la Ville les fera exécuter aux frais des pétitionnaires.
- Article 11 : Les contraventions au présent arrêté constatées seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 12 : Un exemplaire du présent arrêté sera relié au registre des arrêtés municipaux.
- Article 13 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :
- Monsieur le Préfet,
 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Clichy-sous-bois,
 - Monsieur le Commissaire de Police de Clichy/Montfermeil,
 - Monsieur le Commandant de la Brigade des Sapeurs Pompiers de Clichy-sous-bois,
 - La Direction de la Prévention, Sécurité et Tranquillité Publiques de Clichy-sous-bois,
 - Le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, service territorial sud 7-9, rue du 8 mai 1945 93190 Livry-Gargan,
 - L'E.P.T. Grand Paris Grand Est, 11 Boulevard du Mont d'Est 93160 Noisy-le-grand,
 - Transdev, 241 chemin du Loup 93420 Villepinte,
 - L'entreprise RATP, 132 avenue de Rome 93320 Les Pavillons-sous-bois,
 - L'entreprise Veolia OTUS 40 rue de la Fosse Guérin 95200 Sarcelles,
 - L'entreprise Union Travaux, 241-246 route principale du Port 92637 Gennevilliers cedex,

Chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clichy-sous-bois, le 30 novembre 2022.

Le Maire soussigné certifie
Le caractère exécutoire

Du présent acte reçu

À la préfecture le : 12 DEC. 2022

Pour le Maire démissionnaire,
1^{ère} adjointe,



Affiché - Notifié le : 12 DEC. 2022

Le fonctionnaire délégué

Philippe CLERMONT

Samira TAYEBI

« Le présent acte peut faire l'objet d'un recours administratif ou gracieux devant Monsieur le Maire de Clichy-sous-Bois dans le délai de 2 mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent acte peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois, 7, rue Catherine Puig - 93100 Montreuil-sous-Bois. »

